

L'Obs (site web)

Economie, jeudi 24 février 2022 - 2022-02-24T07:00:46+01:00 2492 mots

Le casse-tête du pouvoir d'achat

L'Obs; L'Obs; L'Obs

**Chômage au plus bas, croissance forte : Emmanuel Macron espérait se présenter auréolé de succès économiques. Raté. La forte hausse des prix ces derniers mois vient plomber son bilan et inquiète fortement les Français, qui en font une priorité de la campagne présidentielle. Pour le meilleur comme pour le pire.**

Ils ont tous la même promesse à la bouche : donner plus aux Français ! « *Je propose un choc de pouvoir d'achat* », clame Valérie Pécresse. « *Ma première mesure sera liée aux salaires* », assure Anne Hidalgo. « *Il faut rendre du pouvoir d'achat* », renchérit Marine Le Pen. Même Eric Zemmour, pourtant obnubilé par l'immigration, a pris soin d'investir ce terrain, s'engageant à « *mettre fin au scandale des salaires trop bas* ». Tandis que les prétendants multiplient les promesses, les lieutenants d'Emmanuel Macron - resté silencieux jusqu'au bout - parlent pour leur héros. « *Le candidat du pouvoir d'achat, c'est le président !* », entonne le député MoDem Jean-Noël Barrot, qui dresse la liste des mesures mises en oeuvre par l'exécutif depuis l'automne : « *chèque énergie* » pour 5,8 millions de ménages, bouclier tarifaire sur le prix du gaz, indemnité inflation de 100 euros, revalorisation du barème kilométrique... Au total, 15 milliards d'euros ont été dépensés pour soutenir le niveau de vie des Français, rongé ces derniers mois par la hausse brutale des prix de l'énergie. Mathieu Plane, de l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE), analyse : « *Le poids des carburants, du fioul ou de l'électricité varie dans les budgets, mais cette envolée des tarifs se fait immédiatement sentir chez chacun. C'est ainsi que le pouvoir d'achat s'est imposé comme la question inflammable de cette campagne.* » La taille du chèque-cadeau accordé par le gouvernement est à la mesure de son inquiétude. Car le climat social se tend dans les entreprises et dans la rue. « *Tout augmente, sauf nos salaires !* » ont dénoncé 150 000 manifestants rassemblés fin janvier à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires. Le patron de la CFDT, Laurent Berger, prévient : « *Il suffirait d'une étincelle pour que ça provoque une explosion sociale de grande ampleur.* » « *Des figures imposées* » Tirés par l'énergie, l'ensemble des prix s'envolent. Mesurée à l'année, l'inflation pointe à + 2,8 % en décembre, + 2,9 % en janvier, et bientôt + 3,3 % en février. Ces chiffres changent l'équation du bilan présidentiel. Le « *président-sortant-bientôt-candidat* » espérait se présenter auréolé de ses succès économiques : le taux de chômage est redescendu à 7,4 %, le niveau le plus bas depuis quinze ans, tandis que la croissance du PIB doit atteindre le niveau enviable de + 3,6 % cette année, après un rebond historique de + 7 % en 2021 - bien supérieur au petit + 2,7 % de l'Allemagne ! Sauf qu'en fin de parcours le boom des prix a anéanti les efforts précédents. Le pouvoir d'achat devrait reculer de 0,5 % au premier semestre 2022, d'après l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques (Insee). Le problème est aujourd'hui cité comme la plus grande priorité par 52 % des Français (1), loin devant la santé (30 %), l'environnement (29 %)... ou l'immigration (28 %). Brice Teinturier, directeur de l'institut de sondages Ipsos, observe : « *C'est une erreur de penser que la présidentielle se jouera principalement sur les sujets régaliens. La réalité, c'est que notre pays est traversé par des enjeux sociaux et économiques majeurs.* » Bruno Levesque / IP3 PRESS/MAXPPP Bruno Levesque / IP3 Paris France 09 février 2022 Illustration Manifestation pour la revalorisation

des salaires et du pouvoir d'achat, a l'appel de la CGT Commerce et Services. ECONOMIE, COMMERCE, GREVE EMPLOI TRAVAIL SOCIAL PROTESTATION MANIFESTATION ILLUSTRATION NEWS AUGMENTATION SALAIRE POUVOIR D'ACHAT SALARIES SYNDICAT

Fait rarissime : la préoccupation rassemble tous les électeurs, de l'extrême gauche à l'extrême droite. 58 % de ceux qui entendent voter pour Jean-Luc Mélenchon citent le maintien du niveau de vie comme priorité, exactement le même ratio que chez les soutiens de Marine Le Pen. Chez Valérie Pécresse, ils sont 53 % à l'évoquer, et 47 % chez Emmanuel Macron. « *Comme en patinage artistique, il y a des figures imposées. Pour les candidats à la présidentielle, le pouvoir d'achat en est une* », résume Gilles Finchelstein, directeur de la Fondation Jean-Jaurès. Si les attentes sont fortes, c'est aussi parce que « *les Français savent que les politiques peuvent agir* », reprend Brice Teinturier. *Ils voient bien que la hausse ou la baisse d'un impôt a des conséquences immédiates* ». Cette thématique pourrait s'avérer destructrice pour un candidat sortant, mais pourtant, Emmanuel Macron n'est pas jugé trop sévèrement sur ce point. Quand on demande aux électeurs quel est le candidat le plus crédible pour renforcer leur pouvoir d'achat, le président sortant est en tête. Il est cité par 19 % des sondés (2), devant Jean-Luc Mélenchon (13 %), Marine Le Pen (11 %) et Valérie Pécresse (9 %). Malgré la baisse des APL en début de quinquennat, le directeur d'Ipsos souligne : « *Emmanuel Macron a réussi à maintenir sa crédibilité. Les Français se souviennent qu'il a supprimé la taxe d'habitation et lui savent gré du "quoi qu'il en coûte"* ». Une étude comparative de l'économiste Eric Dor, directeur des études à l'Ieseg School of Management, juge que, sur les quatre derniers présidents, c'est avec Emmanuel Macron que le revenu des ménages a le plus augmenté. Et tant pis si le niveau de vie des 5 % les plus pauvres a régressé durant son mandat, d'après les estimations de l'Institut des Politiques publiques (IPP), la moyenne de la population a profité d'un élan évalué à + 1,6 %.

« *Certes, mais on ne vit pas avec des statistiques* », tempère l'économiste Marc Touati, président du cabinet de conseil financier Acdefi. *Il y a toujours une sorte de déconnexion entre les calculs, faits a posteriori, et la réalité des prix qui augmentent plus vite que les salaires.* » D'où un décalage entre ce constat froid d'une hausse continue des revenus et l'appauvrissement ressenti. C'est encore plus vrai quand l'inflation renaissante dévore les gains de salaire. Patrick Artus, conseiller économique de la banque Natixis et professeur à la Paris School of Economics, résume : « *En 2022, le pouvoir d'achat va reculer. En moyenne, la hausse des salaires sera de 2,5 % [d'après l'Observatoire de la rémunération, NDLR], ce qui ne va pas compenser les 3 % à 3,5 % de hausse des prix sur l'année.* » Benjamin Girette / Benjamin Girette Paris, France, le 25 novembre 2021 : Distribution alimentaire à destination des jeunes (-25ans) par les restaurants du coeur au Quartier Jeunes à proximité du Louvre. Les jeunes peuvent venir chercher un sac cens contenir 9 repas quilibr pour la semaine, toutefois, les stocks ne permettent pas toutes les semaines d'atteindre cet objectif. Sur l'image Hamery, 23 ans, tudiant, montre le sac qu'il va pouvoir emmener chez lui, les 9 repas quilibrs promis sont pas prsents, il faudra pourtant attendre la prochaine distribution, jeudi prochain. Philippe Martin, président délégué du Conseil d'analyse économique (CAE), confirme : « *Là, on est dans l'oeil du cyclone. Cette inflation inattendue liée à l'énergie fait baisser le pouvoir d'achat, les salaires ne vont s'ajuster que dans un second temps. Le smic a bien été augmenté en octobre [+35 euros], puis en janvier [+14 euros], mais cela ne compense pas l'inflation. La période est difficile, même si on peut se rassurer en constatant que la hausse des prix est nettement plus importante chez nos voisins (+ 5 % dans la zone euro) et que, pour une fois, la France se comporte mieux que ses concurrents.* » D'autant que, entre le futur coup de pouce du smic et les conclusions des NAO (négociation annuelle obligatoire) en cours dans les entreprises, il devrait y avoir un ajustement général. Patrick Artus note : « *La France demeure l'un des rares pays de l'OCDE où les salaires suivent depuis vingt ans le rythme des augmentations de productivité. La part des salaires dans le PIB reste constante et les profits*

*ne s'envolent pas. Mais la perception est différente : que peuvent faire alors les hommes politiques lorsqu'il n'y a pas d'anomalie économique à résoudre ?* » Une rupture en 2008 Une vision historique de l'évolution du pouvoir d'achat raconte peut-être une autre histoire. Les courbes de l'Insee sont claires : la crise financière de 2008 marque une rupture. Jusqu'alors, l'évolution du pouvoir d'achat était globalement favorable aux ménages, avec une croissance moyenne de + 3,3 % par an entre 1960 et 2007. Puis, ce furent dix ans de quasi-stagnation, avec + 0,8 % annuel entre 2008 et 2018. Mathieu Plane, de l'OFCE, retrace le fil : « *Sous Nicolas Sarkozy, le pouvoir d'achat s'est dégradé avec l'effondrement du marché de l'emploi, qui a bloqué la dynamique des salaires. Ensuite, sous François Hollande, le choc fiscal [décidé pour réduire les déficits et augmenter la compétitivité des entreprises] a pesé essentiellement sur les ménages via une hausse des prélèvements obligatoires. Ce n'est que sous Emmanuel Macron que les gains de pouvoir d'achat ont été plus importants. Sauf qu'au début du mandat les réformes ont surtout profité aux plus aisés, ce qui a entraîné l'expression de ces dix ans de souffrance sur le pouvoir d'achat avec le mouvement des " gilets jaunes" . Le sentiment d'injustice est devenu très vif.* » Un sentiment encore plus difficile à accepter quand arrive la reprise économique. « *C'est là que se font sentir les demandes et les insatisfactions les plus fortes* », souligne Thierry Pech, directeur de la fondation Terra Nova, dans une note. *Après des mois d'épreuves, de nombreux Français veulent leur part de la reprise.* » Au-delà des politiques, il y a un problème de dynamique. « *La trajectoire d'une économie ne peut pas être la stagnation du niveau de vie* », poursuit Mathieu Plane. *Il faut revenir à une croissance durable. Depuis 2008, la valeur ajoutée globale augmente moins vite. Or, sans croissance du PIB, sans gain de productivité, le pouvoir d'achat ne peut pas augmenter. Et, quand on parle de stagnation, il s'agit d'une moyenne, cela signifie que certains ont nettement perdu...* » Effectivement, la structure des dépenses n'est pas la même pour tous les Français, et donc l'inflation n'est pas ressentie de la même manière par chacun. Depuis vingt ans et le passage à l'euro, le pouvoir d'achat a certes augmenté de + 1,4 % par an en moyenne, mais pourtant, huit Français sur dix estiment que leur niveau de vie « *a reculé* » depuis le passage à l'euro, en 2002. L'explication tient à l'évolution des « achats contraints » : de nouveaux besoins sont nés, portés par l'évolution technologique, chacun doit ainsi avoir son smartphone et son forfait téléphonique, qui n'existaient que marginalement il y a vingt ans. Autre exemple : les amateurs de foot doivent multiplier les abonnements pour suivre les différents matchs, contre une seule souscription à Canal+ auparavant. Quand on inspecte les évolutions de chaque poste de dépenses, les inégalités sont frappantes. « *Par exemple, dans le panier moyen des Français [l'indice des prix à la consommation de l'Insee], l'alimentation représente 15,8 %, sauf que pour les plus défavorisés, cela peut peser le double sur l'ensemble de leurs dépenses*, souligne Marc Touati. *Aussi, quand les produits frais augmentent de 8,2 % entre 2019 et 2021, cette inflation se fait sentir immédiatement dans leur budget.* » Autre inégalité oubliée par les gouvernements successifs : le logement. Il représente quasiment un quart du budget d'un célibataire, contre moitié moins pour un couple avec enfants. C'est LE poste qui fait la différence, avec les transports. Ces derniers engendrent eux-aussi une multiplication de situations différentes. D'abord entre types de ménages : le célibataire ne consacre que 12 % de ses revenus aux transports, contre 17 % à 18 % pour les couples, avec ou sans enfants. Ensuite sur la localisation géographique : l'urbain peut se passer de voiture, pas celui qui vit à la campagne. Enfin, entre types de revenus : chez les 20 % de Français les plus pauvres, les déplacements pèsent deux fois plus dans leur budget que pour les 20 % les plus riches. Les inflations sectorielles plombent ainsi les ménages les plus modestes. Alimentation, logement et énergie (chauffage et transports) représentent une part bien plus importante de leur budget. Or ce sont précisément sur ces postes que la hausse des prix a été la plus forte depuis vingt ans. En face, les ménages des classes moyennes et supérieures ont pu augmenter leurs dépenses « plaisirs » ou « équipements ». Ils profitent des

baisses de prix sur les équipements informatiques et audiovisuels, sur les voyages en avion grâce au low cost, etc., ce qui compense dans leurs comptes les autres augmentations « contraintes ». Reste que, même pour eux, l'achat d'un nouvel ordinateur demeure ponctuel, là où les courses alimentaires se font quotidiennement ou presque. D'où le sentiment partagé d'un pouvoir d'achat en berne. « *On entend toujours ceux qui perdent en pouvoir d'achat, pas ceux qui gagnent* », intervient Mathieu Plane. *Par exemple, en 2018, Emmanuel Macron a augmenté la CSG pour compenser la baisse des cotisations sur le travail et, pour les salariés, le gain net est de + 1,5 %. Mais on a surtout entendu les retraités qui ont, eux, subi une perte sèche.* » Dernière source de disparité, la nouvelle sociologie des familles. « *La taille des ménages diminue en moyenne, avec l'augmentation des séparations ou des familles monoparentales et un petit ménage dépense toujours plus qu'un grand* », souligne Sylvain Bersinger, économiste au cabinet Asterès et pour le groupe BSI. *Cet effet " taille" joue sur leur pouvoir d'achat et réduit forcément leurs dépenses " loisirs" .* » En somme, le célibataire locataire d'un appartement mal isolé, fumeur et qui doit prendre sa voiture pour aller travailler est l'incarnation de la plus forte chute de niveau de vie. Pessimisme Se pose alors la question de l'avenir. Avec un chômage au plus bas, les salariés ont repris du pouvoir face aux employeurs. De nombreux économistes prédisent une prochaine augmentation des salaires, donc des gains de pouvoir d'achat... mais à condition que la hausse des prix se calme. Or Marc Touati est persuadé du contraire : « *C'est le début d'une hausse durable. Un indicateur avancé, comme les prix de production de l'industrie française, grimpe de + 16,9 % sur un an ! Cette inflation va casser la croissance et pousser à importer, au détriment de l'emploi.* » Un pessimisme partagé par Marc Sanchez, du Syndicat des Indépendants et des TPE, qui rapporte que ses adhérents commencent déjà à « *rogner sur leurs marges et à augmenter leurs tarifs, en moyenne de 5 %. Face à la contraction des rentrées d'argent, le premier réflexe des petits entrepreneurs est de ne pas embaucher, voire de licencier...* ». Si c'est cette version pessimiste qui gagne, alors la solution ne pourra venir que du futur gouvernement, via la distribution d'aides publiques. Sauf qu'il n'y a pas de martingale. « *Dans un monde à faible croissance, il n'y a pas de solution miracle : les niveaux de vie augmentent peu* », prévient Mathieu Plane. *Pour doper le pouvoir d'achat, soit on prélève plus les entreprises, soit on se concentre sur les plus riches, soit on augmente les déficits. Il y a nécessairement des mécontents à la fin.* » (1) Sondage Ipsos Sopra-Steria pour le Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et « le Monde » (Enquête électorale 2022 vague 5) réalisé du 3 au 7 février auprès d'un panel de 12 499 personnes. (2) Sondage Ipsos Sopra-Steria pour France-Inter réalisé les 18 et 19 janvier auprès d'un panel de 1 067 personnes.